

Immer mehr Invaliditätsfälle

Während Politiker zum Teil bereits Vorschläge für eine weitere Erhöhung des Rentenalters machen, geht der Trend am Markt in die umgekehrte Richtung. Personalchefs sortieren ältere Arbeitnehmer rigoros aus. Bei den Männern sind heute bereits um die 40 Prozent der 64jährigen nicht mehr im Erwerbsleben, bei den Frauen ist nur jede fünfte kurz vor ihrer Pensionierung noch erwerbstätig. Und dieses Ausscheiden aus dem Erwerbsleben geschieht oft via Krankheit. In den vergangenen Jahren der wirtschaftlichen Rezession mit vergleichsweise hoher Arbeitslosigkeit sind die gemeldeten Invaliditätsfälle sprunghaft in die Höhe gestiegen.

Die Zahl der Invalidenversicherungs-Empfänger stieg in jüngster Vergangenheit jährlich um 4.4 Prozent. Ursache sind immer mehr psychische Erkrankungen. Die Erkrankten sind zudem immer jünger. Dies belastet natürlich die Buchhaltung der Invalidenversicherung, die zunehmend aus dem Gleichgewicht gerät. Ziel der vierten IV-Revision ist es, ein System zu finden, das eine solide Finanzierung ermöglicht. Nachdem der Souverän die IV-Vorlage im vergangenen Jahr wegen der vorgesehenen Abschaffung der Viertelsrente bachab schickte, musste das Bundesamt für Sozialversicherung über die Bücher. Neue Vorschläge sollen noch vor dem Sommer in Vernehmlassung gehen.

Betroffen von der steigenden Zahl der Invalidierungen sind auch die Pensionskassen, das Akzentthema dieser Nummer. Vorsorgeeinrichtungen fühlen sich den Entscheidungen der Invalidenversicherung oft ausgeliefert. Als letztes Glied in der Kette der Leistungserbringer haben sie nachzuvollziehen, was andere für sie entschieden haben. Das Lamento über die eigene Ohnmacht muss allerdings nicht sein. Auch Pensionskassen, die weit vom Arbeitnehmer und Arbeitgeber entfernt sind wie Sammel- und Gemeinschaftseinrichtungen, haben heute die Möglichkeit, den angeschlossenen Firmen ein Arbeitsunfähigkeits-Management anzubieten beziehungsweise anbieten zu lassen. Dank einer frühzeitigen Betreuung der Versicherten bleibt das Schlagwort «Eingliederung vor Rente» kein Lippenbekenntnis, denn Arbeitnehmer können nach mehrmonatigen Absenzen kaum noch vollumfänglich integriert werden. Für sie bedeutet Invalidität oft Ausgrenzung und klassifizierende Wertung. Der Grenzbereich zwischen Behinderung und der durch die Versicherer definierte Invalidität ist fließend. Mit einer proaktiven Betreuung können Eingliederungsmassnahmen frühzeitig ergriffen werden – mit positiven Folgen für die Versicherten, nicht zuletzt aber auch für die Pensionskassen.

Ihr/Votre

Peter Schnider



Dr. Peter Schnider

Les cas d'invalidité en hausse

Alors que certains politiciens envisagent déjà un nouveau relèvement de l'âge de retraite, le marché va dans la direction tout à fait opposée. Les chefs du personnel éliminent rigoureusement les salariés à partir d'un certain âge. Environ 40% des hommes âgés de 64 ans n'ont plus d'activité lucrative, chez les femmes, une sur 5 seulement travaille encore à temps plein à 61 ans. Et ce départ de la vie active s'orchestre souvent par le biais d'une maladie. Au cours des années récentes, marquées par la récession économique et un taux de chômage comparativement élevé, les cas d'invalidité déclarés ont grimpé en flèche.

Dans un passé récent, le nombre des bénéficiaires de prestations de l'assurance invalidité a progressé de 4.4% par an. La comptabilité de l'assurance invalidité s'en ressent naturellement et son équilibre est de plus en plus précaire. La quatrième révision de l'AI a pour objectif de trouver un système de financement solide. Le souverain a rejeté le projet AI l'an dernier parce qu'il prévoyait la suppression du quart de rente, l'Office fédéral des assurances sociales doit revoir sa copie. Les nouvelles propositions devraient être mises en consultation encore avant l'été.

Le nombre grandissant des invalidités concerne aussi les caisses de pension comme en témoigne la présente édition de notre revue dont c'est le thème principal. Les institutions de prévoyance se sentent souvent livrées aux décisions de l'assurance invalidité. En tant que dernier maillon dans la chaîne des fournisseurs de prestations, elles sont sommées d'exécuter les décisions prises par d'autres à leur place. Mais au lieu de s'apitoyer sur leur propre impuissance, les caisses feraient mieux de s'intéresser aux moyens dont elle disposent. Même les caisses de pension qui sont éloignées de l'employeur et du salarié telles que les institutions collectives et communes ont aujourd'hui la possibilité de proposer ou de faire proposer à leurs entreprises une gestion des incapacités de travail. Grâce à l'encadrement précoce des assurés, le «retour à la vie active avant la rente» ne reste pas une simple profession de foi; et ce suivi immédiat est important, car après une absence de plusieurs mois, il est pratiquement impossible de réintégrer les travailleurs entièrement. Pour eux, l'invalidité est souvent synonyme de marginalisation et de catégorisation dévalorisante. La démarcation entre un handicap et une invalidité définie par les assureurs est souvent floue. Un suivi proactif permet de prendre à temps les mesures de réinsertion nécessaires, au profit des assurés, mais aussi des caisses de pension.